



Ni trêve ni humanité sous le capitalisme

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances préparait en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

Éditorial du NPA du 4 décembre 2023



Transgrève !

Après la grève des dépôts de Chelles et Coubron ces deux dernières semaines qui s'est soldée par une augmentation de salaire (inférieure à la revendication des grévistes qui exigeaient 200 euros) et des primes, c'est celui de Villepinte qui se met en mouvement. Les revendications sont les mêmes : augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail. Imaginez si ces dépôts c'étaient mis en grève ensemble, imaginez si cette grève entraîne d'autres qui se coordonneraient, c'est bien cela qui ferait plier le patronat du transport, et le patronat en général, qui partout imposent des conditions de travail et de salaire au rabais. Notre force c'est le nombre, c'est la convergence des bagarres plutôt que leur éparpillement, c'est ensemble qu'on peut gagner pour toutes et tous !

Gagnants – perdants ?

Castex signe un nouvel accord avec Ile-de-France mobilités : plus d'argent pour la Régie, contre moins de retards des bus et des métros. Et comme le duo Castex/Pécresse s'inquiète d'une « baisse de motivation » des travailleurs des transports, IDFM promet à demi-mot que les salariés pourraient finalement bien toucher la prime d'intéressement normalement conditionnée par la productivité.

Le maintien de nos primes et l'augmentation de nos salaires ne doit pas dépendre de l'intensification de notre travail. Pour améliorer l'offre de transport, ce sont des embauches dont nous avons besoin !

Transports en or ?

Non ce n'est pas le début d'une fiction, mais bien la réalité d'un été cauchemardesque qui nous est promis. Après la promesse des transports gratuits pendant les Jeux Olympiques, Valérie Pécresse a annoncé la semaine dernière que, du 20 juillet au 8 septembre, il faudra payer 4 euros le ticket de transport, 16 euros le passe à la journée et 70 euros celui à la semaine. A défaut d'augmenter l'offre, IDFM et le patronat du transport choisissent la méthode dissuasive. Travailleuses, travailleurs, merci de quitter les lieux pour laisser place à ceux qui en ont les moyens !

JO 2024 : après le métro hors de prix, la circulation automobile partiellement interdite

À peine avait-on appris que le tarif du métro allait quasiment doubler pendant les JO l'été prochain, le préfet de police, Laurent Nuñez, a expliqué au quotidien Le Parisien que dans la capitale et la proche banlieue des zones entières seront interdites complètement à la circulation et que dans d'autres il faudra obtenir une dérogation spéciale pour circuler.

La fouille des véhicules sera systématique ainsi que celle des piétons et des cyclistes. De plus, en ce qui concerne le métro, le préfet a annoncé que certaines stations seraient fermées pendant les Jeux et d'autres ouvertes par intermittence. C'est sans doute ce que la maire de Paris, Anne Hidalgo, appelle « la grande fête du sport ». Les Franciliens, et surtout les plus modestes, ne seront pas vraiment à la fête !

Paris 2024 : occupation d'un chantier Bouygues des Jeux olympiques

« Pas de papiers, pas de JO ». Le chantier Arena à la porte de la Chapelle, l'un des futurs sites des Jeux olympiques 2024 de Paris, a été une nouvelle fois occupé par une cinquantaine de manifestants à l'appel notamment de la Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT-SO). Il y a un mois et demi, une quinzaine de travailleurs sans-papiers avaient déjà organisé une journée de grève et d'occupation. Ils avaient ainsi fait plier une première fois leurs patrons, des sous-traitants de Bouygues, qui avaient accepté de remettre les documents nécessaires à leur demande de régularisation. Mais depuis, Bouygues refuse que ces travailleurs reviennent travailler sur le chantier. Leur bagarre doit être celle de tous les travailleurs. Solidarité internationaliste avec nos frères et sœurs de classe !



Retrouve le numéro 7 de Révolutionnaires auprès de tous nos militants !

Un dossier sur la cause Palestinienne : cause qui est la nôtre au cœur de la lutte des classes !

Collecte pour le bulletin Révolutionnaires !

Cette semaine nous revenons sur les dépôts, terminus et ateliers pour récolter les dons que vous êtes prêts à nous donner pour financer la parution de ce bulletin. En effet, nous avons besoin de tous les efforts, y compris financiers, pour continuer à diffuser nos idées.

Notre bulletin c'est notre moyen d'expression en tant que travailleurs et travailleuses, n'hésite pas à contacter nos diffuseurs si tu veux en être et à préparer ta monnaie pour montrer ton soutien !

